



HAL
open science

Face à la crise écologique, le défi lancé par les jeunes générations aux écoles et aux universités

Alessia Lefébure

► **To cite this version:**

Alessia Lefébure. Face à la crise écologique, le défi lancé par les jeunes générations aux écoles et aux universités. 2023. hal-04161421

HAL Id: hal-04161421

<https://hal.science/hal-04161421v1>

Submitted on 13 Jul 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Les ambitions et les aspirations des jeunes convergent mondialement. Quel que soit le pays, leur implication dans la question écologique est croissante. Shutterstock

Face à la crise écologique, le défi lancé par les jeunes générations aux écoles et aux universités

Publié: 12 juillet 2023, 17:38 CEST

Alessia Lefébure

Sociologue, membre de l'UMR Arènes (CNRS, EHESP), École des hautes études en santé publique (EHESP)

Les jeunes souhaitent contribuer à un monde meilleur, ils s'en sentent responsables, et attendent de leur école ou de leur université de les préparer à un métier en accord avec leurs convictions. Il s'agit d'un sérieux défi pour les établissements d'enseignement supérieur qui doivent répondre à ces attentes s'ils souhaitent rester attractifs et continuer à former les talents de chaque nouvelle génération.

Les ambitions et les aspirations des jeunes convergent mondialement. Quel que soit le pays, leur implication dans la question écologique est croissante. Dans l'enquête menée en 2019 par WISE, Ipsos et JobTeaser dans cinq pays, la responsabilité sociale des entreprises (RSE) faisait son entrée parmi les cinq critères intervenant dans le choix d'un emploi les plus cités.

À lire aussi : « L'envers des mots » : Bifurquer

Les enquêtes sur la situation en France donnent des résultats similaires. Selon la 5^e édition du baromètre de Boston Consulting Group–Conférence des Grandes Écoles–Ipsos, publiée en mai 2023, et dans la continuité des résultats des éditions précédentes, étudiants et diplômés des grandes écoles françaises expriment une déception massive par rapport à l'engagement RSE des grandes entreprises, des PME et de l'État.

Même s'ils reconnaissent à plus de 70 % que les employeurs s'impliquent davantage qu'il y a dix ans, ils considèrent que cela reste motivé par la nécessité d'améliorer leur image, pas par la conviction. Cela ne les empêche pourtant pas de vouloir rejoindre les entreprises pour leur carrière ou « pour les faire changer de l'intérieur » (48 %), notamment dans les deux secteurs les plus recherchés pour leur premier emploi : l'environnement (76 %) et l'énergie (68 %).

C'est précisément cette exigence qui est exprimée publiquement depuis quelques années par des discours prononcés lors des cérémonies de remise des diplômes, par la signature de manifestes et de tribunes dans la presse ainsi que par des mobilisations collectives pour éveiller la conscience écologique des grandes entreprises ou contester leur présence sur les campus.

Dans les formations, l'écueil d'une logique disciplinaire

Quelles leçons tirer de ces tendances ? Ces chiffres et ces mobilisations peuvent paraître épisodiques mais c'est la convergence des aspirations qui est notable. Depuis plus de cinq ans, chaque cohorte de jeunes issue des meilleures formations s'interroge sur les valeurs et l'engagement sociétal et environnemental de ceux qui les embaucheront.

Si les jeunes générations ont des aspirations claires, elles ne se sentent pas toujours préparées à les réaliser, au regard des connaissances et compétences requises. Une enquête conduite en France auprès des 18-35 ans en 2021 par la Fondation de France avait montré que beaucoup de jeunes, bien que préoccupés par les questions environnementales, avouaient ne pas bien connaître la signification d'expressions telles que « gaz à effet de serre » (46 % des répondants) ou « empreinte écologique » (55 % des répondants).

En effet, toutes les écoles et universités ne sont pas encore en mesure de bien cibler les compétences à mobiliser pour devenir acteurs de la transition écologique, car les cursus de formation sont souvent organisés selon des logiques disciplinaires. Et quand les compétences sont identifiées, elles le sont par métier ou alors elles relèvent des compétences transversales ou « soft skills », ce qui ne correspond pas aux attentes des étudiants pour se positionner sur des métiers à fort impact.

Les deux secteurs les plus recherchés par les jeunes pour leur premier emploi seraient l'environnement et l'énergie. Shutterstock

Dans certains cas, ce sentiment d'impréparation s'appuie sur ce que les médecins définissent comme « éco-anxiété » ou « solastalgie », une détresse mentale que de nombreux adolescents et étudiants développent à mesure qu'ils deviennent plus conscients de l'état de l'environnement.

Paradoxalement, plus les étudiants sont formés, plus ils acquièrent les clefs de compréhension des mécanismes du vivant et des limites planétaires, plus leur revendication est forte. Ce sont avant tout les étudiants et diplômés des grandes écoles d'ingénieur qui ont exprimé le besoin d'une formation plus ambitieuse. Si savoir, c'est comprendre les interdépendances entre l'action humaine et les crises écologiques, cette prise de conscience de sa propre responsabilité génère un devoir d'action. Se rendre compte que leur mode de vie est une partie de la cause, met les étudiants face à un impératif éthique d'agir pour changer le cours des choses.

Les établissements réfléchissent à un socle commun de compétences

Dans ce contexte, beaucoup de responsables d'établissements d'enseignement supérieur ont pris des mesures pour retenir les étudiants et prouver leur pertinence aux employeurs. Dans un premier temps, ces mesures ont principalement été des déclarations publiques.

Au lendemain de la COP21 de Paris, sous la houlette de Columbia University, 115 écoles de santé publique et de médecine de tous les continents ont décidé de lancer une initiative commune, visant à former les futurs professionnels médicaux aux effets du changement climatique sur la santé. En 2017, un consortium mondial sur l'éducation au climat et à la santé (GCCHE) a été créé, au nom d'un « impératif pour une action rapide ». Les présidents de ces établissements reconnaissaient ainsi que le climat était sous-représenté dans les programmes de santé et s'accordaient sur la nécessité de poursuivre le renforcement des compétences par la formation.

À lire aussi : Crise écologique : ces élèves ingénieurs qui veulent transformer leur métier

Des initiatives similaires ont vu le jour dans différentes régions du monde au cours des cinq dernières années. Au Royaume-Uni, par exemple, les 24 universités qui composent le Russell Group ont déclaré publiquement en décembre 2019 leur engagement à « lutter contre le changement climatique par la recherche, l'enseignement et des pratiques plus durables ». Le Russell Group a donc à son tour créé un Environmental Sustainability Network afin « d'apprendre les uns des autres, de renforcer les efforts pour réduire les déchets, augmenter le recyclage » et réduire les émissions de CO₂ sur le campus.

En France aussi, les responsables de l'enseignement supérieur ont fait entendre leur volonté d'introduire davantage d'enseignements liés au climat et à l'environnement. L'année 2019 a été ponctuée de déclarations appelant le gouvernement à consacrer des ressources financières supplémentaires dans le but de pouvoir former tous les étudiants aux questions climatiques et écologiques.

Se rendre compte que leur mode de vie est une partie de la cause, met les étudiants face à un impératif éthique d'agir pour changer le cours des choses. Shutterstock

Suivant l'exemple de nombreuses universités européennes et américaines, la majorité des présidents et directeurs d'établissements d'enseignement supérieur français, rejoints par les conférences nationales (CPU, CGE, CDEFI), ont annoncé vouloir faire du climat une « urgence », engageant ainsi leurs communautés dans une transformation efficace et rapide à travers l'évolution des cursus, la formation du personnel, l'introduction de pratiques responsables dans la gestion du campus et de la vie étudiante.

Au fil des tribunes et des rapports, la réflexion sur un cadre commun de référence, par-delà les métiers, les statuts et les secteurs, s'est imposée progressivement dans le débat public. Un consensus s'est établi sur le fait que répondre au double défi climat-biodiversité nécessite des formations renouvelées pour tous les métiers du privé et de la fonction publique, ainsi que l'introduction de la préoccupation climatique et écologique dans toutes les politiques publiques et dans les stratégies d'entreprise.

D'une formation pour spécialistes de l'environnement à une formation à l'environnement pour tous

Une enquête de 2023 menée par l'Association internationale des universités (IAU) donne un aperçu de l'engagement des établissements du monde entier sur les objectifs du développement durable (ODD). En comparaison avec les résultats des enquêtes précédentes (2016 et 2019), le nombre d'universités qui inscrit les ODD dans le plan stratégique reste stable (38 %). Près de la moitié des établissements déclarent allouer un budget spécifique et croissant aux initiatives en lien avec le développement durable.

À lire aussi : Face à l'urgence écologique, comment transformer les programmes des écoles et universités ?

Néanmoins, l'enquête pointe un certain nombre de difficultés qui entravent une transformation plus profonde et transversale : le manque de financement, le manque de personnel formé, le manque de mécanismes de gratification pour les cours. Si la majorité des universités (65 %) offrent des cours dédiés, ces cours sont généralement spécialisés, concentrés dans un nombre restreint de départements – appartenant le plus souvent aux STEM (science, technologie, ingénierie et mathématiques)- et largement inconnus sur le campus. Les approches trans et interdisciplinaires sont rares et les perspectives systémiques difficiles à mettre en œuvre.

En France, la situation est très contrastée. Jusqu'à une époque très récente, peu de cursus proposaient des cours obligatoires liés aux enjeux énergétiques et climatiques, comme le montrait un rapport publié par le Shift Project en mars 2019 sur l'enseignement supérieur et le climat. Les écoles d'ingénieurs offrent traditionnellement plus de cours que les écoles de management et, même dans les universités, les étudiants inscrits dans des programmes de science, technologie, ingénierie et mathématiques ont plus de cours liés à l'environnement que les autres. Enfin, ces cours sont généralement réservés aux cycles supérieurs, presque jamais au premier cycle, produisant ainsi de fortes inégalités d'accès.

L'enjeu a été donc de passer d'une formation pour spécialistes de l'environnement à une formation à l'environnement pour tous. C'est le rapport remis en 2020 par le paléoclimatologue Jean Jouzel et par l'écologue Luc Abbadie à la ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche qui a fait bouger les lignes sur ces aspects. En recommandant de généraliser l'approche environnementale à toutes les formations, le rapport fait de la transition écologique une partie intégrante des parcours de formation de premier cycle, de façon à ce que tous les étudiants de niveau bac+2, toutes filières confondues, disposent de quelques compétences communes.

La dimension pluridisciplinaire de la transition écologique – mobilisant des savoirs allant de la géographie à la biologie, de la philosophie à l'économie en passant par les sciences de la terre – ajoute un obstacle supplémentaire à la nécessaire adaptation des formations et génère des formes de résistance à tous les niveaux. En effet, un cours commun à tous les programmes d'enseignement et disciplines est beaucoup plus difficile à réaliser que n'importe quel enseignement spécialisé. Pourtant, ce que l'on attend de l'enseignement supérieur, sous peine de désaffection chronique, est la promesse de former tous les futurs professionnels, pas seulement ceux qui travailleront dans le domaine de l'énergie et de l'environnement, pour qu'ils sachent naviguer dans la complexité.